

ACDIC

Association Citoyenne de
Défense des Intérêts Collectifs

RAPPORT ANNUEL 2007



Association créée le 21 septembre 2003 et reconnue le
24 octobre 2003 sous le N° 0960/RDA/506/BAPP



www.acdic.net

TABLE DES MATIÈRES

I	LA LETTRE	02
II	ACTIVITÉS RÉALISÉES	03 - 11
2.1	Un nouveau plan d'action pour 2007 – 2009	03
2.2	Une action citoyenne portée sur la région Afrique Centrale	04
a.	Campagne poulets congelés : des impacts visibles	04
b.	Campagne pour la souveraineté alimentaire	06
c.	Renforcement de la société civile sous régionale	07
d.	Participation aux négociations APE	10
III	VIE ASSOCIATIVE	12 - 14
3.1	Une Association dynamique	12
3.2	Des structures décentralisées active	14
3.3	Un Membership constant	14
IV	RAPPORT FINANCIER	15 - 16
4.1	Les recettes	15
4.2	Les dépenses	15
4.3	Le bilan de l'ACDIC au juin 2008	16
4.4	Les charges de l'ACDIC en 2007/2008	16
4.5	Résultats de gestion de l'ACDIC au 30 juin 2008	16

Ce rapport a été rédigé sous la coordination de Jacob KOTCHO, avec la participation de Yvonne TAKANG et tous les responsables des structures provinciales.

CONTACT

Situé à la rue CEPER, en face Lions Club - B.P. 30 989 Yaoundé Cameroun
Tél. 00 237 22 20 73 37 / 99 41 40 96 - Fax : 00 237 22 20 73 37
Email : acdic@acdic.net Site web : www.acdic.net



Penser global... Agir local

Pendant plusieurs années, les acteurs de ce qu'on appelle la société civile mondiale, et un nombre de plus en plus croissant d'acteurs étatiques et des institutions internationales, n'ont eu de cesse d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur les dérives du capitalisme, et les effets pervers de la mondialisation. Les moyens bruyants et tragiques, ont même été utilisés par les activistes lors des grands sommets pour exprimer le désarroi des populations dans la tourmente. Rien n'y a fait !

A ce jour, 923 millions de personnes vivent encore dans la famine à travers le monde. La conjoncture internationale vient donner raison à ceux qui ont toujours pensé que la mondialisation et le marché ne sont pas les seules réponses possibles aux problèmes de développement et de survie qui se posent aux pays pauvres. Le rôle déterminant de l'Etat et des responsables de la gouvernance locale doit reprendre sa place dans les politiques de développement, tout en gardant l'option de la construction des ensembles communautaires sur une base économique, historique et culturelle. Telle est notre conviction, et c'est à cela que nous nous employons sans cesse.

Au courant de l'exercice ici rapporté, nous avons travaillé à consolider notre action pour le renforcement de l'économie locale sur la base des programmes politiques, nationaux et régionaux. Les filières avicoles et, la subvention de l'agriculture, la protection des marchés domestiques, les négociations des accords de partenariats économiques entre l'UE et les pays d'Afrique Centrale, le renforcement de la société civile d'Afrique centrale à travers la conduite d'une campagne commune pour la souveraineté alimentaire ... voilà les chantiers à travers lesquels nous avons matérialisé notre vision.

Nous voulons marquer notre reconnaissance à tous ceux, et ils sont nombreux, qui nous ont apporté leur soutien direct et indirect. Les partenaires financiers et les membres de l'ACDIC se trouvent au premier plan de ceux-ci. Que tous trouvent ici l'expression de notre gratitude •

Jacob Kotcho



ACTIVITÉS RÉALISÉES

L'année 2007 – 2008 a été une année charnière pour l'ACDIC, pour la simple raison que c'était une année de transition entre le plan d'action 2005 – 2007 qui arrivait à son terme en juin 2007, et le nouveau plan d'action qui couvre la période de juillet 2007 à décembre 2009.

2.1 Un nouveau plan d'action pour 2007 – 2009

Le nouveau plan d'action de l'ACDIC présente quelques innovations aussi bien sur le plan des contenus d'activités que sur son mode de financement.

Par rapport au contenu d'activité le nouveau plan d'action contient cinq axes d'activités :

- La consolidation des acquis et la pérennisation des impacts de la campagne poulet congelé
- La poursuite de la campagne souveraineté alimentaire
- Le renforcement de la société civile sous régionale à travers la mise en œuvre d'une campagne pour la souveraineté alimentaire
- Le renforcement des capacités des structures décentralisées de l'ACDIC
- Le renforcement institutionnel de l'ACDIC

Par rapport au mode de financement, nous sommes passé des financements par projets négociés avec chaque partenaire financier individuellement, à un financement institutionnel par un consortium de bailleurs de fonds. Ce consortium est constitué de cinq organisations composées de EED (Allemagne), ICCO (Pays Bas), SOS FAIM (Belgique et Luxembourg), Association Suisse Cameroun (Suisse), DDC (Coopération Suisse). Ces partenaires couvrent la totalité du budget du plan d'action de l'ACDIC.

C'était le 12 juin 2007 à Bruxelles, la première réunion du consortium des bailleurs de fonds de l'ACDIC



2.2 Une action citoyenne portée sur la région Afrique Centrale

a. Campagne poulets congelés : des impacts visibles

La campagne poulet congelé menée avec engagement et citoyenneté par l'ACDIC et ses membres, a permis d'aboutir à des résultats importants tel que l'interdiction des importations de découpes de poulets congelés au Cameroun, le relèvement des taxes et droits de douanes à l'importation de ces produits sur le marché camerounais (de 23% à 43%), la relance de la filière avicole, et la création d'une interprofession. Ces résultats n'étant pas définitivement acquis, notre action a consisté à renforcer ces acquis, et contribuer à pérenniser les impacts de la campagne.

A ce titre, nous avons menées les actions suivantes :

Une veille sans relâche

- Par rapport aux importations, au niveau points d'entrée des poulets congelés au Cameroun :

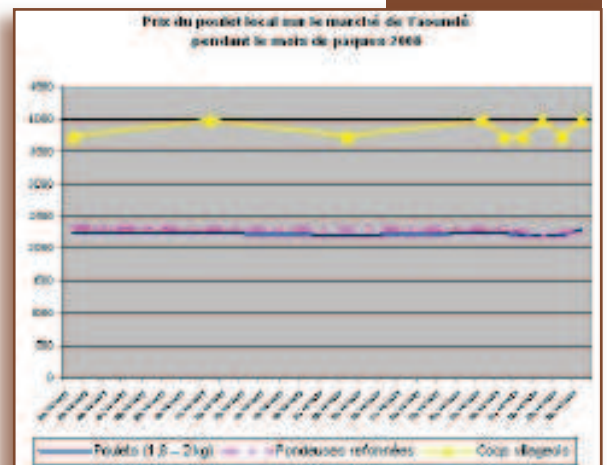
A travers la mise en place des comités de veille au Port autonome de Douala, et aux frontières avec la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Nigeria qui sont les pays de transit des produits qui entrent frauduleusement au Cameroun. Comme résultat, cela a permis de démasquer des réseaux d'importation frauduleuse à travers Campo et Kribi dans le département de l'Océan, et à travers Kyossi sur la frontière avec la Guinée Equatoriale au Sud du Cameroun. Ce qui justifie la présence des quantités résiduelles de poulets congelés dans quelques poissonneries de la ville de Yaoundé.

En réaction à cette situation une action d'alerte a été menée, à travers la saisie par courriers des autorités du Ministère de l'élevage (MINEPIA) dans le Département de l'Océan par le Bureau local de l'ACDIC et au niveau de l'administration centrale du Ministère. Des actions médiatiques ont aussi accompagné cette alerte.

- Par rapport aux statistiques sur la filière :

Par le relevé des statistiques relatives au prix du poulet local sur les marchés, et à la production locale. De ce point de vue, un mécanisme de collecte mettant à contribution les structures décentralisées de l'ACDIC sous la coordination du service technique du Secrétariat permanent a été mis en place. Comme résultat, nous avons pu établir la courbe dévolution des prix du poulet local sur les marchés mois par mois. De même nous avons pu collecter les statistiques sur la production locale.

La veille statistique sur la filière avicole permet d'avoir un état de lieu permanent. Le graphique ci-dessous présentant la situation des prix du poulet sur le marché de Yaoundé en est une illustration



Vendredi 16 mai 2008, a eu lieu la signature par le président de l'ACDIC (Bernard Njonga à gauche) et le président de l'interprofession Avicole du Cameroun (Ahmadou Moussa à droite) de la convention de partenariat entre les deux structures en vue du soutien à la filière avicole



- Par rapport à une concurrence saine sur le marché :

Des investigations sont en cours par rapport aux conditions d'installation des opérateurs chinois, producteurs de poulets de chair dans la ville de Yaoundé. Le résultat de cette investigation permettra d'envisager des actions adéquates.

Le soutien à l'interprofession avicole

Compte tenu de l'importance de l'engagement des opérateurs économiques dans les efforts de satisfaction de la demande locale de produits avicoles, nous avons négocié et signé une convention de partenariat visant à définir une plate forme d'actions communes allant dans le sens du renforcement institutionnel de l'interprofession, et la défense de ses intérêts. Un premier appui a été apporté à l'IPAVIC (Interprofession avicole du Cameroun) pour la confection des outils de gestion.

Par ailleurs, en ce qui concerne la situation de la filière, de nombreuses rencontres ont été initiées avec les acteurs gouvernementaux et autres de la filière.

Le soutien à la dynamique de production locale

Un soutien sous forme d'appui financier a été apporté à deux opérateurs de la filière :

- Le GIC Volaille qui est une petite unité artisanale de transformation du poulet local actif sur le marché à volaille de Yaoundé, contenant du matériel d'abattage et de plumage du poulet.
- AFRICHICK, un petit accoureur de la ville de Yaoundé.

D'autre part, les études pour la mise en place des abattoirs à volailles sont bouclées et les premiers projets sont en cours de réalisation sur deux sites. Cette action permettra de promouvoir les plumeurs de poulets dans les marchés en leur donnant un cadre de travail plus propre, tout en mettant à la disposition de petites bourses du poulet de chair.

Des actions médiatiques pour l'information de l'opinion

Plusieurs actions médiatiques ont été menées. Notamment :

- Trois points de presse : (i) à l'occasion de la signature de la convention avec l'IPAVIC et, (i) deux autres pour alerter l'opinion sur les opérations d'importation frauduleuses de poulets congelés.
- L'organisation des émissions radio et télé sur la problématique de la filière avicole.
- La production et la diffusion de 04 communiqués de presse dans les principaux médias de la presse écrite (06), de la radio (08 dans les villes de Douala et Yaoundé), et de la télévision (04 à Douala et Yaoundé).

Légende



b Campagne pour la souveraineté alimentaire

Lancée en juin 2006 à Yaoundé, la campagne pour la souveraineté alimentaire poursuit quatre objectifs : (i) susciter la subvention du secteur agricole au Cameroun, (ii) susciter la protection des marchés domestiques des produits agricoles, (iii) Promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur du développement rural, (iv) promouvoir la consommation des produits locaux. Dans son plan d'action 2007 – 2009, l'ACDIC accorde une place de choix à cet axe d'activité.

Pour l'année 2007 – 2008, les actions suivantes ont été menées par rapport à cette campagne :

Par rapport à la subvention de l'agriculture

Nous avons poursuivi les démarches pour la remise des 620 000 pétitions signées. Notamment, nous avons (i) repris les discussions avec les parlementaires pour la reconstitution du groupe des parlementaires pour le soutien à l'agriculture Camerounaise, disloqué à la suite des élections législatives, (ii) adressé plusieurs correspondances au Premier Ministre pour l'obtention d'un rendez-vous pour la remise des pétitions.

D'autre part, nous avons entrepris des démarches auprès des services techniques des départements ministériels concernés par la problématique. Lors des rencontres formelles et informelles, nous avons sensibilisé les responsables pour l'octroi des subventions aux producteurs, et le financement de l'ensemble du secteur.

Protection des marchés domestiques

Nous avons œuvré dans le cadre des négociations des Accords de partenariat économiques pour que les produits agricoles soient exclus de la libéralisation. Comme résultat, la liste d'exclusion de la région est composée majoritairement des lignes tarifaires affectées aux produits agricoles. Compte tenu de ce que les négociations se poursuivent dans différents domaines pouvant avoir des incidences sur la production agricole et l'accès au marché des produits agricoles nous veillons pour que les préoccupations d'accès au marché des producteurs de la région soient prises en compte.

De manière générale des actions de communication ont été menées

- La distribution des supports (livre blancs, et rapports de la campagne de collecte des pétitions) : environ 3 000 supports ont été diffusés.
- L'organisation des rencontres publiques pour la restitution des résultats de la campagne de collecte des pétitions dans différentes régions du pays (les 03 conférences publiques dans trois provinces : à l'Ouest dans la ville de Bangangté lors du Festival Medumba, à l'Extrême Nord, et au Littoral)
- L'organisation d'une rencontre avec les parlementaires nouvellement.
- L'organisation des émissions radio et télé, et la publication des articles dans la presse et sur Internet. Au total 13 articles dans la presse écrite, 3 émissions et interviews à la télé, 9 émissions radios et plusieurs dizaines d'articles sur internet.

Cette campagne se poursuivra, de manière intensive dans les prochaines années dans les aspects présentés ci-dessus et par rapport aux deux autres objectifs que sont la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur agricole, et la promotion de la consommation des produits locaux.



C. Renforcement de la société civile sous régionale

En vue de créer un espace fédérateur des dynamiques de la société civile sous régionale, l'ACDIC, le SAILD et l'IREC ont initié en 2005, une démarche qui a abouti à la création du réseau dynamique Africaine (DAF). Dans son nouveau plan d'action l'ACDIC a prévu un axe pour le renforcement de cette dynamique à travers la conduite d'une campagne sous régionale pour la souveraineté alimentaire. Dans cette optique, un projet pilote de 18 mois a été lancé en novembre 2007 qui implique trois pays : Cameroun, Tchad et République Centrafricaine.

Ce projet comporte trois grandes lignes qui se déclinent en plusieurs sous axes d'activités pour lesquelles les actions suivantes ont été menées :

Par rapport à la campagne souveraineté alimentaire

Cet axe vise à conduire des réflexions stratégiques et formuler des alternatives et des propositions crédibles à partir de la réflexion engagée sur la souveraineté alimentaire et le droit à la sécurité alimentaire.

L'initiation et le soutien des échanges avec d'autres institutions faitières en Afrique Centrale

- Des échanges avec les organisations faitières des pays concernés pour la préparation et le lancement d'une campagne. Notamment le CILONG (Centre d'Information et de Liaison des Organisations Non Gouvernementales) au Tchad, et le CIONGCA en RCA.
- L'élaboration des termes de référence de l'étude préparatoire au Tchad. Cette étude sera centrée sur deux produits, le riz et le lait. Il sera question de mobiliser les informations nécessaires pour la construction d'un discours de campagne. Au Tchad, cette dynamique est portée par l'ACDIC Tchad et l'ADC (Association pour la Défense des Consommateurs), avec l'implication du CILONG. En RCA, le processus est porté par le CEDIFOD (Centre de Documentation, d'Information et de Formation pour le Développement) et la FNEC (Fédération Nationale des Eleveurs de Centrafrique).

La mise en place d'un système d'information en mesure de soutenir et d'alimenter de manière continue la réflexion des membres du réseau. Par rapport à ce sous axe nous avons produit un magazine panafricain de promotion de l'image du monde rural : «*Eclat d'Afrique*». Il a pour objectif, entre autres, de donner de la visibilité aux activités du DAF en relayant les messages de campagne pour la souveraineté alimentaire.

- L'équipe de production a été constituée et comprend 5 journalistes permanents et des pigistes travaillant au Cameroun. Des contacts sont entrepris avec les partenaires du Tchad et de la RCA pour identifier des correspondants locaux capables de produire des articles en vue de donner un visage véritablement régional au contenu du magazine. Une équipe de trois personnes assure la diffusion du journal.



- Quatre numéros du magazine ont déjà été publiés et sont sur le marché européen et d'Afrique Centrale.
- Au Cameroun, le réseau des kiosques est utilisé pour desservir les grandes villes alors que le canal de distribution de « *La Voix du paysan* », journal édité par le SAILD, est utilisé pour les zones rurales. En RCA et au Tchad, les réseaux DAF locaux servent de relais pour la distribution.
- Des annonces publicitaires sont contractées pour contribuer à l'autofinancement des charges du magazine.

Par rapport au renforcement des capacités des membres du réseau

Cet axe a pour objectif de construire progressivement un réseau de compétence sous régional capable de soutenir la réflexion initiée par les acteurs de la société civile. Les activités suivantes ont été menées :

Organisation de voyages d'échange d'expériences : L'équipe de la Coordination a effectué sa première mission de prise de contact et de partage d'expériences au Tchad et en RCA du 14 au 23 mai 2008. La situation du réseau au Tchad et en RCA a été examinée, en terme de démarche d'installation, d'élargissement du membership et de contenu d'activités. L'expérience de l'ACDIC a servi de guide dans les échanges avec les organisations membre du réseau au niveau local. Cette mission a permis de renforcer la réflexion sur les termes de référence des études à réaliser dans les deux pays en vue du lancement d'une campagne pour la souveraineté alimentaire.

Concertation et échanges entre les structures d'animation du réseau : Une réunion de planification opérationnelle a été organisée le 19 décembre 2007 à Yaoundé au Cameroun. Cette rencontre a réuni une dizaine de participants dont les points focaux du Tchad, de la RCA et du Cameroun. Elle a permis une relecture du projet et d'élaborer un plan opérationnel et une base de répartition des budgets pour la réalisation des activités dans les trois pays, et elle a posé les bases de l'appropriation du projet par les organisations membres dans ces pays.

D'autre part, pour renforcer l'échange d'information et d'expérience entre les membres, un bulletin électronique de liaison est régulièrement produit et diffusé.

L'organisation des séminaires d'échange et de formation : Plusieurs ateliers de formation ont été organisés soit par le projet, soit en partenariat avec d'autres organisations. Notamment:

- L'atelier de formation sur l'autonomie des OSC d'Afrique Centrale organisée en partenariat avec ADISCO du 02 au 06 avril 2008, à Brazzaville au Congo. Cet atelier a réuni une trentaine de participants en provenance de 6 pays de la région. Elle a aussi donné la possibilité de la tenue d'une réunion de Comité de Coordination du Réseau.
- Un atelier de formation sur le plaidoyer et le lobbying a été organisé dans chaque pays, au mois de juin, par les réseaux locaux. Ces réunions organisées par les partenaires locaux ont réuni plusieurs OSC autour d'une personne ressource en provenance du Cameroun.

Pour l'exécution du projet de renforcement des capacités de la société civile d'Afrique Centrale à travers la campagne pour la souveraineté alimentaire, une convention a été signée entre l'ACDIC et ses partenaires au Tchad (ACDIC Tchad et adc) et en Centrafrique (CEDIFOD et FNEC). C'était le 06 avril 2008 à Brazzaville au Congo à l'occasion du séminaire de formation sur l'autonomisation des organisations de développement à l'intention des membres du réseau.



Par rapport au renforcement institutionnel du réseau

Dans ce sous axe, nous avons engagé des actions dans les trois pays. Notamment : (i) l'identification des organisations partenaires, (ii) la mobilisation des adhésions dans les pays concernés ; (iii) et le renforcement des capacités institutionnelles.

La mise en place de trois structures d'animation au Tchad au Cameroun et en RCA

- Au Tchad, le processus d'institutionnalisation et de mobilisation des adhésions est engagé : Le bureau de DAF Tchad est constitué officiellement des membres de l'ACDIC Tchad et de l'ADC. Un compte bancaire est ouvert au nom du réseau local et fonctionne. Un protocole d'accords entre l'ACDIC Tchad et l'ADC est élaboré pour la gestion des fonds du projet DAF et la réalisation des activités. Un mécanisme de fonctionnement est mis en place: toute prise de décision se fait toujours de façon concertée entre les responsables du DAF Tchad.
- En RCA, l'institutionnalisation et la mobilisation des adhésions du réseau suivent leur cours : Ouverture d'un compte bancaire de DAF est faite et tout retrait de fonds nécessite la co-signature des partenaires. Une démarche de travail collectif est entrain de se mettre en place avec un souci d'avoir une permanence du réseau. Quatre organisations sont identifiées formellement comme membre du DAF-RCA : CEDIFOD, FNEC, CENTRAFRIQUE VERDURE, UNACREF.
- Au Cameroun, l'ACDIC est le point focal. Trois structures constituent la base du réseau national. Ce sont le CIPCRE, le CED et l'ACDIC. La mobilisation des Organisations de la Société Civile dans le cadre de l'atelier de formation sur les techniques de plaidoyer et de lobbying a permis d'avoir quelques demandes en instance d'étude par le Comité de Coordination.
- A la coordination, le processus de légalisation est encore en cours. Le siège du réseau est créé depuis le mois de décembre 2007 et est logé dans les locaux de l'ACDIC. Les bureaux sont équipés en mobilier et matériel informatique. Le fonctionnement est effectif : rédaction des rapports ; suivi de l'exécution du projet au Tchad, en Centrafrique et au Cameroun ; l'animation du réseau, etc.

Deuxième rencontre de sensibilisation organisée sous l'égide du DAF par le CEDIFOD et la FNEC avec le soutien du CIONCA, au Centre Bé-Okoko de Bangui. Une rencontre similaire a eu lieu au Tchad. Ce fut une occasion de sensibilisation sur la crise alimentaire, les APE et les objectifs du réseau DAF.

La désignation du coordonnateur du réseau et l'évaluation du projet.

- Un secrétaire technique, Permin DJIMTOBAYE de nationalité tchadienne a été recruté au mois de novembre et a pris fonction le 06 décembre 2007.
- Le comité de pilotage du projet a été créé. Il est constitué des représentants de cinq organisations, à savoir l'ADC et l'ACDIC Tchad (pour le Tchad), le CEDIFOD et la FNEC (pour la RCA) et l'ACDIC (pour le Cameroun).



d | Participation aux négociations APE

Au regard de la faible implication de la société civile dans les négociations de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Afrique centrale et l'Union européenne, nous avons entrepris la démarche pour combler ce déficit. Notamment :

Du 04 au 06 juillet 2006 une trentaine d'organisations des huit pays de la configuration APE Afrique Centrale se concertaient à Douala au Cameroun, en vue de prendre position pour la première fois sur l'évolution des négociations. La PANEAC en est issue.

L'organisation au mois de juillet 2007 à Douala au Cameroun d'un Séminaire de concertation et d'échange des acteurs non étatiques d'Afrique Centrale en vue d'une participation aux négociations APE :

Une quarantaine de participants y ont pris part et il en est sortie une prise de position forte à travers une déclaration, et la création d'une plate forme coordonnée par l'ACDIC avec la coordination de EKAMA (plate forme des ONG du Gabon).



L'organisation de la sensibilisation et de la mobilisation de l'opinion autour des APE :

- Organisation d'une manifestation publique le 16 juillet 2007 en face du Hilton Hôtel, pendant la rencontre du Comité Ministériel Commercial Conjoint. 3 000 participants environ provenant des pays de la région.
- Diffusion de la déclaration de Douala auprès de tous les négociateurs et des médias locaux.
- Organisation de émission radio et télé, et publication des articles et des dossiers dans la presse écrite.
- Organisation/participation aux rencontres de sensibilisation au Gabon, en RDC, au Tchad et en RCA.
- Animation d'une liste de diffusion de l'information sur l'évolution des négociations sur toutes les questions en discussion
- Production et diffusion des dossiers dans le bulletin Appel Citoyen.

La participation au processus de négociation :

- A ce titre nous avons été intégré au Comité régional de négociation et nous avons pris part à toutes les rencontres de négociation comme représentant de la société civile dans le cadre de la Plate forme des Acteurs Non Etatiques d'Afrique Centrale (PANEAC).

- Sur le plan national, nous avons été coopté au comité national de suivi et de coordination des négociations APE, où nous avons contribué à l'élaboration des positions de négociation.

Rencontre d'explications entre le comité régional conjoint de négociations de l'APE Afrique Centrale et les membres de la PANEAC. Yaoundé Hilton Hôtel le 14 juillet 2007



Première
 rencontre de
 sensibilisation
 de la société
 civile organisée
 par EKAMA,
 pour la
 PANEAC à
 l'Hôtel
 Intercontinental
 de Libreville au
 Gabon

- En général nous oeuvrons pour que les préoccupations de développement de la région soient au centre de toutes les positions de négociations. De ce point de vue, les dispositions relatives à la dimension développement de l'APE ont constamment été remises sur la table et fait l'objet de divergence entre les parties.

L'organisation des actions de plaidoyer et de lobbying :

- En coalition avec nos partenaires du Nord (Aprodev, Icco, SOS Faim, EED), nous avons mené de nombreuses actions de sensibilisation des responsables des parlements et des gouvernements des Etats membres de l'UE.
- Nous avons sensibilisé les médias au cours des conférences de presse et par la production des documents.
- Lors de nos séjours dans les pays de la région, nous sollicitons des audiences avec les Ministres en Charge des négociations, et des Responsables des commissions économiques des parlements, en vue de leur présenter nos points de vue sur les points en négociation.

- Nous avons systématiquement participé aux activités organisées par le Réseau Africain du Commerce dans le cadre de sa campagne « Stop APE ». Notamment, (i) la participation aux réunions de réflexion stratégiques (Accra en Août 2007, et Cape Town en février 2008 après le paraphe des accords intérimaires), la participation à la campagne de lobbying en Europe en mars 2008.

Le 16 juillet 2007, face hôtel hilton de Yaoundé, où se réunissaient les commissaires européens Mandelson et Michel avec 16 ministres de l'Afrique Centrale, la société civile mobilisée par la PANEAC manifestait pour réclamer le développement au lieu de la libéralisation





L'année 2007 - 2008 au sein de l'ACDIC sur le plan associatif a été une année remarquable, en raison des évènements qui s'y sont déroulées.

3.1 Une Association dynamique



Les Assemblées Générales

L'évènement majeur a été l'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) qui s'est tenue le 28 Mars 2008 à Yaoundé. Elle a regroupé 181 délégués et 239 membres attendus de toutes les provinces et de tous les départements du Cameroun. Ont été invités à cette réunion des représentants des institutions partenaires de l'ACDIC notamment :

- Les membres du Conseil d'Administration du SAILD
- APRODEV, représenté par Karin ULMER, Chargée de Programme
- EED représenté par son Directeur Général M. Konrad van Bonin, et le Chargé de Programme pour la Campagne Poulet Francisco MARI
- Certaines représentations diplomatiques accréditées au Cameroun
- Certaines organisations de la société civile Camerounaise

Photo de famille des membres de l'AG ainsi que les invités lors de la dernière assise ordinaire du 28 mars 2008 à la faculté de théologie protestante de Yaoundé

Cette AGO a été précédée d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 27 mars 2008, avec comme unique point à l'ordre du jour, la modification des statuts. Cette AGE s'est justifiée par la nécessité d'adapter les textes de base de l'Association avec son évolution. Les structures ont été modifiées : (i) le nombre de membres du BE est passé de 9 à 13, (ii) tous les postes du BE sont ouverts à tous les membres qui le désirent, (iii) un Collège des membres fondateurs a été créé, (iv) la composition des équipes dirigeantes des structures décentralisées a été revue, (v) les modalités d'élection aux différents postes de responsabilité ont été précisées.



Première image des 13 membres du bureau exécutif nouvellement élu pendant l'AGO du 28 mars 2008

A l'issue de l'AGO, un nouveau Bureau Exécutif a été élu et installé. Il est composé de :



- **Bernard NJONGA**
Président
- **Isaac NJIFAKUE**
1^{er} Vice Président
- **Mme Julienne DJAKAOU**
2^{ème} Vice Présidente
- **Jacob KOTCHO**
Secrétaire Permanent
- **Yvonne TAKANG**
Secrétaire Permanent Adjoint
- **Mme Aminatou MOUSSA**
Commissaire aux Comptes
- **Nicolas ABADE MEVA'A**
Conseiller
- **MAADJOU NANA**
Conseiller
- **Martin TUWANG**
Conseiller
- **Ousmane MOUSSA**
Conseiller
- **Christophe TCHOUNGONG**
Conseiller
- **Jean Christian AKAM**
Conseiller
- **Ruth ALUMA NDONYI**
Conseiller

Réunion du Bureau Exécutif élargi au comité exécutif en préparation de la deuxième AGO. Le principe de la participation est fondamentale dans l'action de l'ACDIC



Les Réunions du Bureau Exécutif

Le Bureau Exécutif de l'ACDIC a tenu cinq réunions au Courant de cette année. Une d'entre elle était une réunion élargie aux membres du Comité Exécutif pour préparer l'Assemblée Générale de l'association. Les autres étaient des réunions habituelles d'orientation de la politique et des activités de l'Association. Après l'élection et l'installation du nouveau bureau, une réunion de prise de contacts a été organisée.

Comme résultat des travaux du BE, l'organisation fonctionne normalement. Actuellement, un processus de renouvellement des structures de base a été amorcé. De même une démarche d'ouverture pour une participation plus large des membres du BE est en cours.



Le fonctionnement du Secrétariat Permanent

Le secrétariat Permanent est le bras d'exécution de l'Association. Il a fonctionné normalement au courant de l'année. Le personnel a connu des mutations : deux cadres techniques (Ingénieurs Agronomes) du Secrétariat Permanent ont quitté l'équipe et ont été remplacés par deux autres ingénieurs agronomes.

3.2 Des structures décentralisées Active

En ce qui concerne le fonctionnement des structures décentralisées de l'ACDIC, il importe de dire qu'en du ralentissement des activités de campagne publique due à la tenue des élections en 2007, on a constaté une démobilité des membres de certains bureaux. Mais l'assemblée générale de l'association a non seulement permis de remobiliser toutes les structures décentralisées avec une forte participation des membres statutaires de chaque provinces, mais aussi d'intégrer un esprit de fund-raising par tous les membres de l'association.

L'assemblée générale a aussi permis aux provinces de proposer les thèmes prioritaires et spécifiques à leurs régions pour mener des activités de plaidoyer et lobbying. Plusieurs recommandations ont été faites dans le sens du renforcement des capacités des structures décentralisées, et des actions ont été engagées dans ce sens.

Réunion de coordination mensuelle de l'équipe technique du secrétariat permanent de l'ACDIC. C'est le cadre de programmation et d'évaluation des avancées dans l'exécution des activités

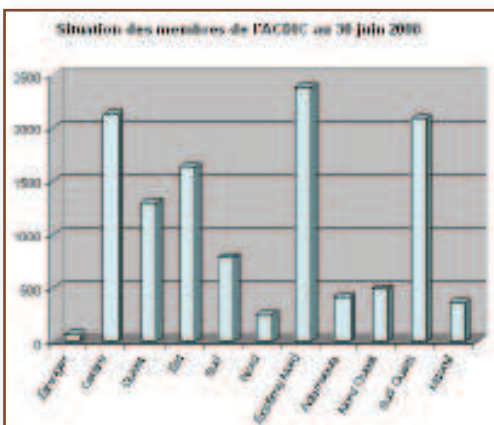


Repartition des membres de l'ACDIC par province. L'Extreme-Nord, le Centre et Sud-Ouest sont les provinces phares. Après l'euphorie des trois premières années on atteint en 2008 la phase de stagnation dans la mobilisation des adhésions.

Province	2005	2006	2007	Total	%
Bougainville	81	8	8	97	0.8%
Centre	2800	12	51	2123	17.8%
Ouest	1207	16	8	1822	15.2%
Est	1608	8	21	1838	15.3%
Sud	760	4	21	785	6.5%
Nord	208	7	8	213	1.7%
Extreme Nord	2800	278	28	3104	26.0%
Adamaoua	252	68	8	417	3.5%
Nord Ouest	455	8	8	491	4.1%
Sud Ouest	2800	3	8	2811	23.5%
Libéré	308	67	8	383	3.2%
Total	11528	884	112	11912	100.0%

3.3 Un Membership constant

Pour ce qui est de la mobilisation des adhésions, cette activité a connu un ralentissement en cette année. Seulement environ 100 nouveaux membres cette année ont été enregistrés. Ce qui a fait évoluer le nombre de membres de 11 799 personnes à 11 900 personnes.



BILAN FINANCIER IV

4.1 Les recettes

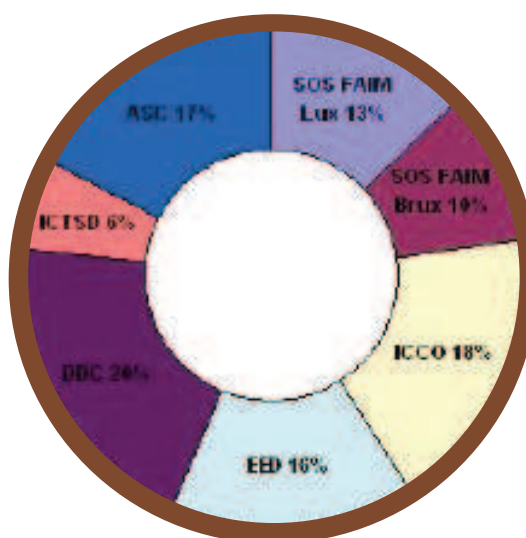
Les recettes totales de l'ACDIC pour l'exercice 2007/2008 s'élèvent à 264.914.796 FCFA. Ces recettes proviennent des subventions et des produits internes.

- *Les subventions*

Les subventions totales des partenaires affectées à la période 2007/2008 s'élèvent à 246.822.714 FCFA. Cette somme est répartie comme suit : 243.743.714 FCFA affectés aux charges de fonctionnement (soit 93%) et 3.079.000 FCFA aux charges d'équipements. Une partie des subventions reçues pour l'exercice 2007/2008 a été affectée au prochain exercice soit 13%.

- *Les produits internes*

Au cours de l'exercice 2007/2008, l'ACDIC a généré des fonds propres pour un montant total de 18.092.082 FCFA, soit 7% du total des produits de fonctionnement.



Répartition des subventions reçues des partenaires au courant de l'exercice 2007 - 2008

4.2 Les dépenses

Le total des charges de la période s'élève à 261.364.991 Fcfa. Les dépenses d'équipement s'élèvent à 3.079.000 Fcfa, soit un total emploi de 264.443.991 Fcfa. 63.5% des dépenses sont affectées aux différents programmes d'activités, équipements et dotations ; 36.5% sont affectés aux charges du personnel, à l'animation de la vie associative, au renforcement des capacités et à l'évaluation.



4.3 Le bilan de l'ACDIC au 30 juin 2008

ACTIF	CFA
IMMOBILISATIONS (valeur nette)	31 524 637
DEPOTS	150 000
VALEURS REALISABLES	49 552 133
AUTRES PARTENAIRES	24 247 088
VALEURS DISPONIBLES	42 439 849
Total ACTIF	147 913 707

PASSIF	CFA
CAPITAUX PROPRES	359 944
SUBVENTIONS CAPITALISEES NETTES	31 524 637
CREANCIERS ET FOURNISSEURS	34 147 936
ONG/PROJETS	81 881 190
Total PASSIF	147 913 707

4.4 Les Charges de l'ACDIC en 2007/2008

Charges		
	Montant en CFA	%
Activités	158 274 158	59,85
Fonctionnement et gestion	70 998 472	26,85
Animation de la vie assoc/renforc des capacités	22 520 891	8,52
Equipements	3 079 000	1,16
Dotations (Amortissement/Provisions)	15 729 470	5,95
Total des Charges	264 443 991	100,00

4.5 Résultat de gestion de l'ACDIC au 30 juin 2008

Le résultat net de l'exercice s'élève à 470.805 Fcfa.

Postes	Année 2007/2008
Produits	264 914 796
Charges	264 443 991
Résultats	470 805





Situé à la rue CEPER, en face Lions Club - B.P. 30 989 Yaoundé Cameroun
 Tél. 00 237 22 20 73 37 / 99 41 40 96 - Fax : 00 237 22 20 73 37
 Email : acdic@acdic.net - Site web : www.acdic.net

Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs



Les activités présentées dans ce rapport ainsi que tous les résultats obtenus ont été possible grâce au soutien de nos partenaires. Qu'ils trouvent ici nos vifs remerciements.

ASC

Association
Suisse Cameroun
Case postale 6122
1211 Genève Suisse



EED

Evangelischer
Entwicklungsdienst
eed@eed.de
www.eed.de



ICCO

Organisation Inter-
Eglises de Coopération
et de Développement
admin@icco.nl
www.icco.nl



CONFÉDÉRATION SUISSE

www.cooperationsuisse.ch



SOS FAIM ASBL

Action pour le
Développement
info@sosfaim.org
www.sosfaim.org



www.acdic.net